

Fin du projet Anticosti au Québec

Le Gouvernement du Québec a fait part à Saint-Aubin Energie, filiale à 100 % de Maurel & Prom, de son intention de soustraire désormais le territoire de l'île d'Anticosti, visé par les permis d'exploration, à toute activité de recherche d'hydrocarbures ou de réservoirs souterrains.

Le Gouvernement du Québec et Saint-Aubin Energie ont ainsi signé le 27 juillet 2017 un accord portant sur l'arrêt des activités d'exploration de Saint-Aubin Energie sur l'île d'Anticosti. D'autres opérateurs pétroliers présents sur l'île d'Anticosti ont également convenu de tels accords.

La cessation des travaux et la fin du programme d'exploration ont été négociées en contrepartie d'une compensation financière de 16,2 M\$CAN pour Saint-Aubin Energie qui détient 21,7 % d'intérêts du projet sur l'île d'Anticosti.

Maurel & Prom conserve une activité au Canada via le projet Sawn Lake en Alberta.

La compensation financière sera allouée à la recherche de nouveaux actifs en production afin de développer le portefeuille d'actifs du Groupe, notamment en Amérique latine et en Afrique.

Plus d'informations : www.maureletprom.fr

MAUREL & PROM

Tel : 01 53 83 16 00

Relations presse, actionnaires et investisseurs

Tel : 01 53 83 16 45

ir@maureletprom.fr

Ce document peut contenir des prévisions concernant la situation financière, les résultats, les activités et la stratégie industrielle de Maurel & Prom. Par leur nature même, les prévisions comportent des risques et des incertitudes dans la mesure où elles se fondent sur des événements ou des circonstances dont la réalisation future n'est pas certaine. Ces prévisions sont effectuées sur la base d'hypothèses que nous considérons comme raisonnables mais qui pourraient néanmoins s'avérer inexactes et qui sont tributaires de certains facteurs de risques tels que les variations du cours du brut ; les variations des taux de change ; les incertitudes liées à l'évaluation de nos réserves de pétrole ; les taux effectifs de production de pétrole ainsi que les coûts associés ; les problèmes opérationnels ; la stabilité politique ; les réformes législatives et réglementaires ou encore les guerres, actes de terrorisme ou sabotages.
